



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 JUILLET 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.  
2125

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 juillet 1899, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Québec, MM. Charles A Julien, industriel ; Louis George Bussière, marchand, tous deux de Sainte-Jeanne de Neuville, comté de Portneuf, et Andrew Joseph, marchand, de la cité de Québec.  
2617

#### Proclamation

Canada }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd JULY, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.  
2126

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th July, 1899, to associate to the commission of the peace of the district of Quebec, Messrs. Charles A. Julien, manufacturer, Louis George Bussière, merchant, both of Sainte-Jeanne de Neuville, county of Portneuf, and Andrew Joseph, merchant, of the city of Quebec.  
2618

#### Proclamation

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.  
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called

de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

**PROCLAMATION.**

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIEME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT (VZ, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancery,  
Québec.

1331

**Avis du Gouvernement**

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 juillet 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par la municipalité du canton Loranger, comté d'Ottawa, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOSEPH SHEHYN,  
Secrétaire provincial intérimaire.

2615

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

**AVIS PUBLIC**

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

**PROCLAMATION.**

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TENTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the NINETENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRD day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1332

**Government Notices**

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 18th July, 1899.

Notice is hereby given that an application has been presented to the lieutenant-governor in council by the municipality of the township of Loranger, in the county of Ottawa, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JOSEPH SHEHYN,  
Provincial Secretary ad interim.

2616

PROVINCE OF QUÉBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

**PUBLIC NOTICE**

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :

*Canton Ristigouche.*

2e rang, rivière Ristigouche.

Lot 4, à Jas. D. Ryan.

Lot 9, à Alex. Ryan.

2e rang ouest.

Lot 9, à J. A. Oatman.

3e rang, chemin Kempt.

Lot A, à P. Tremblay.

4e rang.

Lot 1, à P. Charette.

Lot 2, à Hugh Sillars.

Lots 3 et 4, à Jas. Sillars.

Lots 5 et 6, à Donald McDougall.

Lot 7, à J. Noble.

Lot 8, à Rob. Noble.

6e rang.

Lot 1, à Zaché Barriault.

Lot 8, à C. Hudon dit Beaulieu.

Lot 17, à Léandre Baudreault.

Lots 18 et 19, à Alb. Fournier.

*Canton New-Richmond.* $\frac{1}{2}$  O. du lot 33, du 5e rang, à Jas. Sam. Benwell.*Canton Hamilton.* $\frac{1}{2}$  E. du lot 27, du 4e rang, à Amb. Gauthier.*Canton Viger.*

8e rang.

 $\frac{1}{2}$  N.-E. du lot 49, à Jean Ouellet. $\frac{1}{2}$  S.-O. du lot 49, à Théoph. Levasseur. $\frac{1}{2}$  N.-E. du lot 50, à Frs. Ouellet.

9e rang.

Lot 48, à J. Bte. Dubé.

 $\frac{1}{2}$  N.-E. du lot 50, à Jos. Ouellet.*Canton Bégon.*

4e rang.

Lot 27, à Alf. Deschesnes.

Lot 28, à Magloire Rioux.

Lot 26, du 5e rang, à Jos. Deschesnes.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-CommissaireDépartement des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 22 juillet 1899.

2647

No 1076.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité  
scolaire.*

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-David, comté d'Yamaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-David d'Yamaska, savoir : depuis et y compris le No 30 jusqu'au No 107 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte Sophie," dans le même comté.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900.

2521-2

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL  
DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 12 juillet 1899.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1900, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

2581-2

## AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs

*Township Ristigouche.*

2nd range, Ristigouche river.

Lot 4, to Jas. D. Ryan.

Lot 9, to Alex. Ryan.

2nd range west.

Lot 9, to J. A. Oatman.

3rd range, Kempt road.

Lot A, to P. Tremblay.

4th range.

Lot 1, to P. Charette.

Lot 2, to Hugh Sillars.

Lots 3 and 4, to Jas. Sillars.

Lots 5 and 6, to Donald McDougall.

Lot 7, to J. Noble.

Lot 8, to Rob. Noble.

6th range.

Lot 1, to Zaché Barriault.

Lot 8, to C. Hudon dit Beaulieu.

Lot 17, to Léandre Baudreault.

Lots 18 and 19, to Alb. Fournier.

*Township New Richmond.*W.  $\frac{1}{2}$  of lot 33, of 5th range, to Jas. Sam. Benwell.*Township Hamilton.*E.  $\frac{1}{2}$  of lot 27, of 4th range, to Amb. Gauthier.*Township Viger.*

8th range.

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 49, to Jean Ouellet.S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 49, to Théoph. Levasseur.N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 50, to Frs. Ouellet.

9th range.

Lot 48, to J. Bte. Dubé.

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 50, to Jos. Ouellet.*Township Bégon.*

4th range.

Lot 27, to Alf. Deschesnes.

Lot 28, to Magloire Rioux.

Lot 26, of 5th range to Jos. Deschesnes.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 22nd July, 1899.

2648

No. 1076.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

*Application for erection of a new school  
municipality.*

To detach from the school municipality of Saint David, county of Yamaska, the following cadastral lots of the parish of Saint David d'Yamaska, to wit : starting from and including the No. 30 to No 107 included, and erect them into a distinct school municipality under the name of "Sainte Sophie," in the same county.

This erection to take effect only on the 1st of July, 1900.

2522

## EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE

Ottawa, 12th July, 1899.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1900, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the lieutenant governor of the North West Territories, where they may be seen by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

2582

## NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cul ers

des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
12 juillet 1899.

2543-2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 10 juillet 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOSEPH SHEBYN,  
2525.2 Secrétaire de la province intérimaire.

1343-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le trentième jour d'août prochain, 1899, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,  
2515 Secrétaire.  
Québec, 15 juillet 1899.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété

of the province of Québec shall meet at Québec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
12th July, 1899.

2544

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 10th July, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford, to obtain the authorization to publish in french language only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the said notice.

JOSEPH SHEBYN,  
2526 Provincial secretary *ad interim*.

1343-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the thirtieth day of August next, 1899, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the Council of Public Instruction.

PAUL DE CAZES,  
2516 Secretary.  
Quebec, 15th July, 1899.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an artisan, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or

d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la session.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des dépenses qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

relates to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en

such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time

même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas révisés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

Le promoteur doit déposer avec le comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 400 copies en anglais et 550 copies en français, et aussi \$2 par page de matière imprimée pour la traduction et 50 centimes par page pour la correction et la révision de la traduction. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre et l'impression par le contracteur.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill has not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Philomène Desrochers, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Toussaint  
 Crevier, manufacturier, du même lieu,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Toussaint Crevier, aussi des cité et district  
 de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
 intentée par la demanderesse contre le défendeur.

L. T. MARECHAL,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 17 juillet 1899. 2643

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 92.  
 Dame Maria Groulx, de la paroisse de Saint-Vincent  
 de Paul, district de Montréal, épouse de Damase  
 Joron, entrepreneur, du même lieu,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Damase Joron, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée  
 ce jour.

C. A. PARISEAULT,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 10 juillet 1899. 2547-2

Province de Québec, }  
 District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*  
 Comté de Bonaventure. }  
 No 790.  
 Dame Rosalie Winter, de New Carlisle, dans les  
 comté et district susdits, épouse commune en biens  
 de Chrysologue Hudon Beaulieu, du même lieu,  
 marchand, a intenté une action en séparation de  
 biens contre son dit époux.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 New Carlisle, 26 juin 1899. 2435-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2332.  
 Dame Margaret Brown Scott, des cité et district de  
 Montréal, épouse de Edward George Brooks, du  
 même lieu, marchand, dûment autorisée à ester  
 en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Edward George Brooks, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 ce jour, par la dite demanderesse contre le dit dé-  
 fendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 23 juin 1899. 2379-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2425.  
 Dalhousie Crevier, électricien, de la ville de Sainte-  
 Anne de Bellevue, dans le district de Montréal,  
 Demandeur ;

vs.

Dame Marie Louise St. Denis, épouse commune en  
 biens du dit Dalhousie Crevier, du même lieu,  
 Défenderesse.  
 Le demandeur a, ce jour, pris une action en  
 séparation de corps et de biens contre la défen-  
 deresse.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Avocats du demandeur.  
 Montréal, 19 juin 1899. 2315-5

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Philomène Desrochers, of the city and dis-  
 trict of Montreal, wife common as to property of  
 Toussaint Crevier, manufacturer, of the same  
 place, Plaintiff ;

vs.

The said Toussaint Crevier, also of the city and  
 district of Montreal, Defendant.  
 An action in separation as to property has been,  
 this day, instituted by the plaintiff against the  
 defendant.

L. T. MARECHAL,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 17th July, 1899. 2644

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court*  
 No. 92.  
 Dame Maria Groulx, of the parish of Saint Vincent  
 de Paul, in the district of Montreal, wife of  
 Damase Joron, contractor, of the same place,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Damase Joron, of the same place,  
 Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 taken this day.

C. A. PARISEAULT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 10th July, 1899. 2548

Province of Quebec, }  
 District of Gaspé, } *Superior Court.*  
 County of Bonaventure. }  
 No. 790.  
 Dame Rosalie Winter, of New Carlisle, in the  
 county and district aforesaid, wife common as to  
 property of Chrysologue Hudon Beaulieu, of the  
 same place, merchant, has taken an action in sepa-  
 ration as to property against her said husband.  
 DROUIN, PELLETIER & BELANGER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 New Carlisle, 26th June, 1899. 2436

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2332.  
 Dame Margaret Brown Scott, of the city and dis-  
 trict of Montreal, wife of Edward George Brooks,  
 of the same place, merchant, and duly authorized  
 à ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Edward George Brooks, Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted, this day, by the said Plaintiff against the  
 said defendant.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 23rd June, 1899. 2380

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2425.  
 Dalhousie Crevier, electrician, of the town of Sainte  
 Anne de Bellevue, district of Montreal,  
 Plaintiff ;

vs.

Dame Marie Louise St. Denis, wife commune en biens  
 of the said Dalhousie Crevier, of the same place,  
 Defendant.  
 The plaintiff has, this day, taken an action as to  
 bed and board from the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 19th June, 1899.

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Pas hink ofs Ry, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs  
Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JOS. BARNARD,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 15 juin 1899. 2277-5

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMÉ DE L'ISLET.

Aux habitants des municipalités rurales de Saint-Cyrille, Saint-Aubert, Saint-Pamphile, d'Ashford et aux contribuables des cantons Arago, Leverrier, Beaubien, Lessard et Fournier.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de l'Islet, que le susdit conseil, à une session spéciale tenue à Saint-Jean Port Joly, le vingt-neuvième jour d'octobre dernier, a passé la résolution suivante : laquelle résolution a été amendée aux sessions de mars et juin, et se lit maintenant comme suit :

Attendu que les cantons Arago, Leverrier, Beaubien, partie de Fournier et partie de Lessard, ne sont pas dans les conditions requises par le code municipal pour former dans leurs limites respectives des municipalités de canton séparées, ce conseil ordonne et statue que les susdits cantons et parties de cantons soient et sont par la présente résolution annexés pour toutes fins municipales quelconques, aux différentes municipalités locales qui leur sont voisines, comme suit, savoir :

1. Les cantons Arago, Beaubien et Lessard, à la municipalité rurale de Saint-Cyrille.

2. Le canton Leverrier à la municipalité rurale de Saint-Pamphile (canton unis de Casgrain et Dionne).

3. La partie du canton Fournier appelée communément "La Couronne" (et bornée au nord-est par la ligne séparant le lot dix, du lot numéro onze de l'arpentage primitif sur le troisième rang, et par les lignes séparant les lots numéro vingt et un des lots numéro vingt-deux, sur les quatrième et cinquième rangs du susdit canton, au sud par le fronteau du sixième rang, au sud-ouest par la ligne séparant le lot numéro trois, du lot numéro quatre, sur le dit troisième rang, et par le canton Lessard, au nord par la hauteur des terres du deuxième rang), à la paroisse de Saint-Cyrille.

4. La partie est et sud du susdit canton "Fournier", comprenant les premier et second rangs, depuis la ligne séparant les numéros quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze, sur le premier rang, et les lots numéros cent vingt-sept et cent vingt-huit sur le second rang jusqu'à la limite est du dit canton, de même que le reste du dit canton (moins la partie appelée "La Couronne," telle que ci-haut décrite et actuellement annexée à Saint-Cyrille, et le reste des susdits premier et second rangs déjà annexés canoniquement et civilement à la paroisse de Saint-Aubert) à la municipalité du canton Ashford.

Et que cette résolution a été approuvée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le 30ième jour du mois de juin dernier.

Donné à Sainte-Louise, dans le bureau du conseil de comté, ce 4ème jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf (1899).

JOS. ED. CARON,  
Sec.-Trés.

2645

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Pas hink ofs Ry, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice,

vs  
Jacob Pas hink ofs Ry, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

JOS. BARNARD,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 15th June, 1899. 2278

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET

To the inhabitants of the rural municipalities of Saint Cyrille, Saint Aubert, Saint Pamphile and Ashford and to the rate-payers of the townships of Arago, Leverrier, Beaubien, Lessard and Fournier.

Public notice is hereby given by me, the undersigned secretary treasurer of the municipal council of the county of l'Islet, that the aforesaid council, at a special session held at Saint Jean Port Joly, on the twenty-ninth day October last, adopted the following resolution; which resolution was amended at the sessions of March and June, and now reads as follows :

Whereas the townships of Arago, Leverrier, Beaubien, part of Fournier and part of Lessard, do not fulfil the conditions required by the municipal code for constituting separate township municipalities within their respective limits, this council ordains and enacts that the said townships and parts of townships shall be and they are by the present resolution annexed for all municipal purposes whatsoever to the various local municipalities adjacent to them, as follows, to wit :

1. The townships of Arago, Beaubien and Lessard, to the rural municipality of Saint Cyrille.

2. The township of Leverrier to the rural municipality of Saint Pamphile (united townships of Casgrain and Dionne).

3. That portion of the township of Fournier, commonly called "La Couronne", (and bounded on the north east by the line dividing lot number ten from lot number eleven of the original survey of the third range, and by the lines dividing the lots number twenty-one from lots number twenty-two, in the fourth and fifth ranges of the same township, on the south by the front line of the sixth range, on the south west by the line dividing lot number three, from lot number four, of the said third range and by the township of Lessard, on the north by the height of lands of the second range to the parish of Saint Cyrille.

4. The east and southern portion of the aforesaid township of Fournier comprising the first and second ranges from the line dividing the numbers ninety four and ninety-five, in the first range, and the numbers one hundred and twenty-seven and one hundred and twenty-eight, in the second range to the eastern boundary of the said township, as well as the remainder of the said township (less the part called "La Couronne", as above described and at present annexed to Saint Cyrille, and the remainder of the said first and second ranges already canonically and civilly annexed to the parish of Saint Aubert) to the municipality of the township of Ashford.

And that the said resolution was approved by His Honor the lieutenant governor in council, on the 30th day of the month of June last.

Given at Sainte Louise, in the office of the county council, this 4th day of July, one thousand eight hundred and ninety-nine (1899).

JOS. ED. CARON,  
Sec.-treas.

2646

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Erastus C. Landon, manufacturier, John F. Risley, marchand, tous deux de la cité de Montréal, dans les dits district et province; Peter N. Tait, de Mille Roches, dans la province d'Ontario; marchand; John F. Glegg, marchand; Thomas Chambers, employé de Douane, et Matthew Pollock Cochrane, comptable, les trois derniers étant de la dite cité de Montréal, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," sous le nom de "Montreal Dry Plate Company," dans le but de faire les affaires d'importateurs, marchands en gros et en détail, et manufacturiers de toutes sortes de plaques sèches de photographie, papiers, cartons, produits chimiques, appareils et articles de photographie en général, articles pour amusements et de fantaisie en général, aussi comme marchands et manufacturiers en général, agir comme agents d'icelle et d'autres personnes faisant le même genre d'affaires. Acheter et acquérir la clientèle et l'actif en tout ou en partie de "The Montreal Dry Plate Company," société commerciale faisant affaires dans la dite cité de Montréal.

La principale place d'affaires sera dans la dite cité de Montréal.

Le fonds social sera de vingt mille piastres, divisé en deux mille actions de dix piastres chacune.

Les dits Erastus C. Landon, John F. Risley, Peter N. Tait, Thomas Chambers et Matthew Pollock Cochrane seront les premiers directeurs de la compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,  
Notaires,  
Pour les requérants.  
Montréal, 19 juillet 1899. 2633

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 500, et le montant de chaque action de \$10.00.

6. Les noms, professions et résidences des requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat; Achillas Mercier, notaire; Joseph Alfred Langlais, commerçant; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,  
Sol. des requérants.  
Québec, 19 juillet 1899. 2635

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec, by Erastus C. Landon, manufacturer, John F. Risley, merchant, both of the city of Montreal, in said district and province; Peter N. Tait, of Mille Roches, in the province of Ontario, merchant, and John F. Glegg, merchant; Thomas Chambers, customs employee and Matthew Pollock Cochrane, accountant, the last three being of the said city of Montreal, for incorporation as a company under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," under the name of "Montreal Dry Plate Company," for the purpose of doing business as importers, wholesale and retail merchants and manufacturers of all kinds of photographic dry plates, papers, mounts, chemicals apparatus and photographic goods generally and in general sporting and fancy goods and as general merchants and manufacturers, of acting as the agents of the same and others doing the same or analogous business. To purchase and acquire the business and assets in whole or in part of the Montreal Dry Plate Company, a commercial firm doing business in said city of Montreal.

The chief place of business shall be in the said city of Montreal.

The capital stock shall be the sum of twenty thousand dollars in two thousand shares of ten dollars each.

The said Erastus C. Landon, John F. Risley, Peter N. Tait, Thomas Chambers and Matthew Pollock Cochrane are to be the first directors of the company, and all are resident in Canada and subjects of Her Majesty.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,  
Notaries,  
For the applicants.  
Montreal, 19th July, 1899. 2634

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies' incorporating Act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following: the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carriers on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 500, and the amount of each share \$10.00.

6. The names, professions and residences of the petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows: Linière Taschereau, advocate; Achillas Mercier, notary; Joseph Alfred Langlais, trader; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader; Paul de Cazes, civil service employee, all of Quebec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,  
Sol. of petitioners.  
Quebec, 19th July, 1899. 2636

Avis est par le présent donné que, dans le délai d'un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, incorporant en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but et les conditions ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom d'incorporation de la compagnie sera : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2° Le principal bureau d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Fraserville, P. Q.

3° L'objet de la compagnie est de construire, acquérir et exploiter dans la ville de Fraserville, un ou des systèmes d'aqueduc, d'égouts, d'éclairage ou de tramways et autres travaux d'améliorations municipales, et de posséder, acquérir et vendre des propriétés mobilières et immobilières en rapport avec iceux.

4° Le capital action de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms, professions et résidences des requérants, lesquels sont tous sujets britanniques, sont comme suit : Thomas Crockett, gérant de chemin de fer, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importateur, Montréal ; Joseph Onésime Girard, commerçant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, avocat, Fraserville ; Edwin Allen Jones, avocat, Québec ; Polydore Langlais, notaire, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentilhomme, Montréal ; J. Eugène Frénette, éditeur, Fraserville ; Louis H. Taché, avocat, Montréal.

6° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUST. J. CHAGNON,

Procureur des requérants

Fraserville, 28 juin 1899.

2405-4

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que, en vertu des sections des statuts révisés de la province de Québec, connus sous le nom de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, pour obtenir une charte incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The French Medical Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, acheter et vendre des médecines patentées et autres compositions médicales ;

(b) Commencer et faire les affaires en général de médecines patentées et de leurs propres médecines ;

(c) Acquérir par achat, loyer, par paiement de royauté ou par d'autres moyens reconnus par la loi toutes médecines patentées ou leurs propres médecines ;

(d) Acheter, louer, acquérir, vendre, hypothéquer des immeubles dans les buts des affaires de la dite corporation.

(e) Placer les argents de la dite corporation aux conditions des règlements de la dite corporation, qui seront faits à l'avenir par la dite corporation ;

(f) Acheter, louer, acquérir, utiliser, vendre toutes patentes d'invention, droits de patente et améliorations et en faire le commerce, marques de commerce et noms de commerce capables d'être

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant-governor in council, for a charter incorporating under the provisions of joint stock companies' incorporation act, the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate, under the name and conditions and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2. The chief place of business of the company shall be in the town of Fraserville, P. Q.

3. The object for which the incorporation is sought is to construct, acquire and operate in the town of Fraserville, one or more systems of water-works, lighting or tramways, and other municipal improvement works, and in connection therewith to possess, acquire and dispose of moveable or immovable property.

4. The capital stock of the company shall be of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

5. The names, occupations and domiciles of the applicants, who are all british subjects, are as follows : Thomas Crockett, railway manager, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importer, Montreal ; Joseph Onésime Girard, merchant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, advocate, Fraserville ; Edwin Allen Jones, advocate, Québec ; Polydore Langlais, notary, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentleman, Montreal ; Joseph Eugène Frénette, publisher, Fraserville ; Louis H. Taché, advocate, Montreal.

6. The said applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GUST. J. CHAGNON,

Attorney for applicants.

Fraserville, 28th June, 1899.

2406

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Public notice is hereby given, under the sections of the revised statutes of the province of Quebec, known as the "Joint Stock Companies Incorporation Act," that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application shall be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal of this province, for the granting of a charter incorporating the applicants hereinafter named and such others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the proposed company shall be "The French Medical Company."

2. The objects for which the incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, purchase and sell patent medicines and other medical compounds ;

(b) To trade and deal generally in proprietary and patent medicines ;

(c) To acquire by purchase, lease, by payment of royalty or by other methods recognized by law all patent and proprietary medicines ;

(d) To purchase lease, acquire, sell and mortgage real estate for the purpose of the business of the said corporation ;

(e) To invest the monies of the said corporation according to the terms of the by-laws of the said corporation, which may be hereinafter made by the said corporation ;

(f) To purchase, lease, acquire, apply, work, sell and deal in all patents of invention, patents rights and improvements thereon, trade marks and trade names capable of being used for the purposes of the

employés pour les fins de la compagnie et y ayant rapport, applicables et en rapport aux médecines patentes et leurs propres médecines, et leur usage et application ;

(g) Donner des licences en vertu de telles patentes et de vendre, transporter, céder et louer des droits en vertu d'icelles et de recevoir en paiement d'icelles des royautés, actions de fonds social, bons ou autres garanties d'autres corporations ayant des objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

(h) Acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables en considération pour effets, articles et marchandises ou autres choses vendues à telles compagnies semblables dans le cours ordinaire des affaires, ou pour services rendus à telles autres compagnies ;

(i) Emettre à aucune personne des actions payées non saisissables du fonds social de la dite compagnie en paiement ou en échange ou en considération du transport à la compagnie d'aucun meuble ou immeuble, ou aucune patente d'invention ou aucuns droits d'icelles ou pour aucune réclamation, aucun intérêt ou aucun paiement pour les services ou les intérêts d'aucun directeur ou employé de la compagnie.

3° L'endroit dans les limites de la province de Québec, choisi pour sa principale place d'affaires, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$25,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 500, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Edmund Guerin, avocat ; Edward Cavanagh, marchand ; Terence Francis Moore, marchand ; Jules d'Estimauville Clément, comptable, et Napoléon George Valiquette, marchand, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MADORE, GUFRIN & MERRILL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1899. 2339.4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "La Compagnie de Pulpe de Jonquière".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'exploiter le bois de pulpe pour fabriquer et vendre la pulpe et le papier ; de bâtir des usines électriques et exercer l'industrie de l'électricité dans toutes ses branches ; de mettre un moulin à scie en opération pour exploiter les produits des forêts ; de faire le commerce en gros et en détail de marchandises en général, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, comté et district de Chicoutimi, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quarante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, et résidents en Canada), sont : Jean Maltais, cultivateur ; Joseph Perron, ingénieur ; Louis Bergeron, cultivateur ; Louis Maltais, cultivateur ;

company and relating, applicable to and affecting patent and proprietary medicines, and their use and application ;

(g) To license under such patents and to sell, transfer, assign and lease rights under the same and to receive in payment thereof royalties, shares of the capital stock, bonds or other securities of other corporations having objects altogether or in part similar to those of this company ;

(h) To acquire shares, debentures and securities of other similar companies as the consideration for goods, ware and merchandise or other things sold to such similar companies in the ordinary course of business, or for services rendered to such other companies ;

(i) To issue to any persons paid-up unassessable shares in the capital stock of the said company in payment or in exchange for or in consideration of the transfer to the company of any real or personal property or any patents of invention or any rights thereunder or for any claims, any interest or any payment for the services or the interest of any director or employee of the company.

3. The place within the limits of the province of Québec, selected as its chief place of business shall be the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock shall be \$25,000.00.

5. The number of shares shall be 500, and the par value of each share shall be \$50.00.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are : Edmund Guerin, advocate ; Edward Cavanagh, merchant ; Terence Francis Moore, merchant ; Jules d'Estimauville Clément, accountant, and Napoléon George Valiquette, merchant, all of the city and district of Montreal, and all of whom are residents of Canada, and subjects of Her Majesty, and they shall be the first directors of the company.

MADORE, GUERIN & MERRILL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th June, 1899. 2340

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the province of Québec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie de Pulpe de Jonquière".

2. The purposes for which its incorporation is sought are : to utilize wood pulp to fabricate and sell pulp and paper ; to build electric workshops and carry on the business of electricity in all its branches ; to put a saw mill in operation to utilize the products of the forests ; to carry on a wholesale and retail trade in merchandise and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The said company's principal place of business will be in the parish of Saint-Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi, province of Québec.

4. The proposed amount of its capital stock will be forty thousand dollars.

5. The number of shares will be four hundred, of one hundred dollars each.

6. The full names, residences and callings of the petitioners (who are all subjects of Her Majesty and reside in Canada), are : Jean Maltais, farmer ; Joseph Perron, engineer ; Louis Bergeron, farmer ; Louis Maltais, farmer ; Damase Gagné, trader ;

Damase Gagné, marchand ; Edouard Simard, cultivateur ; Joseph Ouellette, cultivateur, tous de la paroisse de Saint-Dominique de J. n. quières, comté et district de Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron et Edouard Simard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

L. ALAIN,

Procureur des requérants.

Chicoutimi, 26 juin 1899.

2377-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la " Gazette Officielle de Québec ", une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom collectif de la compagnie sera " The Grand'Mère Land Company ".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, louer ou échanger ou acquérir autrement toutes terres ou bâtisses dans le village de Grand'mère et ailleurs dans la province de Québec, et tous biens, intérêts et droits concernant les dites terres et bâtisses ; de développer et faire valoir toutes terres acquises par la compagnie ou sur lesquelles elle a des intérêts, en les traçant et préparant pour les fins de construction ; d'y bâtir, construire et ériger des maisons, magasins et autres bâtisses ; de vendre, louer et en général faire le commerce de terres et bâtisses acquises et érigées par la compagnie ; de prêter de l'argent sur garantie de biens-fonds et bâtisses et autrement, aux locataires, constructeurs, entrepreneurs et autres personnes, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ; et à cet effet d'avoir tous les pouvoirs nécessaires pour emprunter et placer les argents, vendre les meubles et immeubles et en disposer, et, tous tels autres pouvoirs nécessaires pour transiger les dites affaires.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Grand'Mère, dans la Province de Québec.

4o Le montant du fonds social sera de trente mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de six cents, de cinquante piastres chacune.

6o Les noms au long, résidences et professions des requérants dont la majorité sont sujets anglais et résidents en Canada, sont comme suit :

Russell Alexander Alger, junior, du village de Grand'Mère, gentilhomme ;

Victor Evelyn Mitchell, des cité et district de Montréal, avocat ;

Douglass Lorne McGibbon, du village de Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, des cité et district de Montréal, comptable ;

Edouard Fabre Surveyer, des cité et district de Montréal, avocat ;

Les susdits Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell et Douglas Lorne McGibbon seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

McGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 5 juillet 1899.

2473.

Edouard Simard, farmer ; Joseph Ouellette, farmer, all of the parish of Saint Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron and Edouard Simard, will be the first or provisional directors.

L. ALAIN,

Attorney for petitioners.

Chicoutimi, 26th June, 1899.

2378

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the " Quebec Official Gazette ", application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the Province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is " The Grand'Mère Land Company ",

2. The objects for which incorporation is sought are to purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any lands and buildings in the village of Grand'Mère and elsewhere in the Province of Quebec, and any estate or interest in and any rights connected with any such lands and buildings ; to develop and turn to account any lands acquired by or in which the company is interested, by laying out and preparing the same for building purposes ; to build, construct and erect houses, stores and others buildings thereon ; to sell, lease, rent and generally deal in the lands and buildings acquired and erected by the company ; to lend money on the security of real estate and buildings, and otherwise, to tenants, builders, contractors and other persons, upon such terms and conditions as the company may think fit ; and for such purposes to have all necessary powers for borrowing and investing moneys, selling and disposing of real and personal property, and such other powers as are necessary and incidental thereto.

3. The chief place of business of said company will be the village of Grand'Mère, in the Province of Quebec.

4. The intended amount of capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred, of the value of fifty dollars each.

6. The names in full, with the addresses and calling of each of the applicants, the majority of whom are british subjects and resident in Canada, are as follows :

Russell Alexander Alger, junior, of the village of Grand'Mère, gentleman ;

Victor Evelyn Mitchell, of the city and district of Montreal, advocate ;

Douglass Lorne McGibbon, of the village of Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, of the city and district of Montreal, accountant ;

Edouard Fabre Surveyer, of the city and district of Montreal, advocate ;

Of the above applicants Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell, and Douglass Lorne McGibbon are to be the first or provisional directors.

McGIBBON, CASGRAIN

RYAN & MITCHELL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 5th July, 1899.

2474.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec.

1o Le nom de la compagnie sera : "The Oxol Fluid Beef Company."

2o L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, mélanger, préparer et vendre des viandes concentrées, aliments, boeuf salé et autres préparations semblables, et en général de faire le commerce ; de préparer et vendre des extraits de boeuf et autres préparations semblables.

3o Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000).

5o Le nombre d'actions sera de mille (1000), de la valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6o Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Herman Hartwig Wolff, marchand ; Peter MacKenzie, gérant ; Francis Charles Silcock, manufacturier ; Robert Anderson Dickson, bijoutier ; William Ross, marchand ; William Sclater, marchand ; Berthold Marcuse, comptable ; tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 4 juillet 1899.

2471

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Dr Kohr Medecine Company."

2o L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer toutes sortes de médecines patentées et de les vendre, et en général de manufacturer, acheter, vendre toutes sortes de médecines patentées et en faire le commerce, et aussi d'acquérir des marques de commerce pour les médecines patentées et les vendre, et en général de faire les affaires de médecines patentées et d'acquérir toutes choses nécessaires en rapport aux dites affaires.

3o La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres, divisé en dix mille actions de une piastre chacune.

5o Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Thomas William

Public notice is hereby given that, within one month, after the last publication hereof, in the "Quebec Official Gazette", the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, of the province of Quebec, for a charter of incorporation, under the provisions of the companies' act of the province of Quebec.

1. That the name of the company is to be : The Oxol Fluid Beef Company.

2. That the object for which incorporation is sought is the manufacturing, blending and preparing concentrated meat foods, beef powder, and other similar preparations, and to sell the same, and generally to deal in the manufacturing and selling of fluid beef and other similar preparations.

3. The head office of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. That the amount of the capital stock of the said company is to be the sum of fifty thousand dollars (\$50,000).

5. That the number of shares is to be one thousand (1000) of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. That the name in full and address and calling of each of the applicants is as follows :

Herman Hartwig Wolff, merchant ; Peter MacKenzie, manager ; Francis Charles Silcock, manufacturer ; Robert Anderson Dickson, jeweller ; William Ross, merchant ; William Sclater, merchant ; Berthold Marcuse, accountant ; all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, and all of whom shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1899.

2472

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants hereinafter named and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is the Dr Kohr Medecine Company.

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture all kinds of patent medicines and to sell the same, and generally to manufacture, buy and sell and deal in all kinds of patent medicines, and also to acquire trade marks for patent medicines and sell the same, and generally to carry on a patent medicine business, and to acquire everything necessary for the prosecution of the said business.

3. The chief place of business will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is ten thousand dollars divided into ten thousand shares of one dollar each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : Thomas

Philander Patterson, de la dite cité de Montréal, agent d'assurance ; George Thompson Patterson, de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, dans la dite province, cultivateur ; John Albert Charles Kirk, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis ; Alexander Purdy, de la dite cité d'Ottawa, commis ; et Henry Boisvert, de la cité de Hull, dans la dite province de Québec, commis. Les trois requérants ci-dessus en premier lieu nommés seront les premiers directeurs de la compagnie. Tous les susdits requérants sont sujets anglais et résidents en Canada.

J. A. C. KIRK,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 29 juin 1899. 2433

William Philander Patterson, of the said city of Montreal, insurance agent ; George Thompson Patterson, of Lachute, in the county of Argenteuil, in said province, farmer ; John Albert Charles Kirk, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; Alexander Purdy, of the said city of Ottawa, clerk, and Henry Boisvert, of the city of Hull, in the said province of Quebec, clerk. And that the three petitioners first above named are to be the first directors of the company. That all the above petitioners are british subjects resident in Canada.

J. A. C. KIRK,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 29th June, 1899. 2434

### Avis de Faillites

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
The Ames Holden Company of Montreal,  
Requérant cession ;

vs.  
L. Henri Marin, Cédant.  
Avis est par le présent donné que Louis Henri Marin, marchand de chaussures, des cité et district de Saint Hyacinthe, a, le douzième jour de juillet courant, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe.

EMILE MARIN,  
Procureur du gardien provisoire.  
Saint-Hyacinthe, 17 juillet 1899. 2601

### AVIS DE CESSION.

Dans l'affaire de W. H. Polley & Co., de Québec, Faillis.  
Avis public est par le présent donné que Dame Lydia Emily Whitcher, épouse séparée de biens de W. H. Polley, faisant affaires à Québec, sous les noms et raison de W. H. Polley & Co., a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

D. ARCAND,  
Gardien provisoire.  
Québec, 14 juillet 1899. 2599

### AVIS DE CESSION.

Dans l'affaire de Polley & Scott, de Québec, Faillis.  
Avis public est par le présent donné que William Harvey Polley et John Charles Scott, faisant affaires à Québec, sous les nom et raison de Polley & Scott, ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

D. ARCAND,  
Gardien provisoire.  
Québec, 14 juillet 1899. 2597

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 47.

In re Alfred Eaves, bijoutier, de la cité et du district de Montréal.  
Requérant cession de biens ;  
et

Joseph Hermenegildo Bernard, bijoutier, de la cité et district de Saint-Hyacinthe, Cédant.  
Avis public est par le présent donné que le dit

### Bankrupt Notices

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
The Ames Holden Company of Montreal,  
Petitioner for assignment ;

vs.  
L Henri Marin, Insolvent debtor.  
Notice is hereby given that on the twelfth day of July instant, Louis Henri Marin, dealer in shoes, of the city and district of Saint Hyacinth, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Hyacinth.

EMILE MARIN,  
Attorney for provisional guardian.  
Saint Hyacinth, 17th July, 1899. 2602

### NOTICE OF ASSIGNMENT.

In the matter of W. H. Polley & Co., of Quebec, Insolvents.

Public notice is hereby given that Mrs. Lydia Emily Whitcher, wife separated as to property of W. H. Polley, doing business at Quebec, under the style of W. H. Polley & Co., has, this day, made a judicial assignment of her properties for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

D. ARCAND,  
Provisional guardian.  
Quebec, 14th July, 1899. 2600

### NOTICE OF ASSIGNMENT.

In the matter of Polley & Scott, of Quebec, Insolvents.

Public notice is hereby given that William Harvey Polley and John Charles Scott, doing business at Quebec, under the style of Polley & Scott, have, this day, made a judicial assignment of their properties for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

D. ARCAND,  
Provisional guardian.  
Quebec, 14th July, 1899. 2598

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 47.

In re Alfred Eaves, jeweller, of the city and district of Montreal,  
Petitioner for assignment ;  
and

Joseph Hermenegildo Bernard, jeweller, of the city and district of Saint Hyacinth, Insolvent debtor.  
Notice is hereby given that the said insolvent

cédant a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

AUGUSTE LARIVIERE,

Gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 13 juillet 1899. 2605

Dans l'affaire de J. E. Trépanier, de Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et que les dits dividendes seront payables dans mon bureau le ou après le 7e jour d'août prochain.

D. ARCAND,

Curateur. 2639

Québec, 22 juillet 1899.

In re Louis J. Nadeau.

Avis est donné que le dix-septième jour de juillet 1899, le soussigné a été nommé, par ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit L. J. Nadeau, marchand, de Montréal, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

CHARLES A. SYLVESTRE,

Curateur.

107, rue Saint-Jacques, Montréal. 2613  
Montréal, 18 juillet 1899.

Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de François Régis Presseau, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 14e jour de juillet 1899, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous un mois.

C. A. McDONNELL,

Curateur.

Bureau de C. A. McDonnell,  
180, rue Saint Jacques,  
Montréal, 19 juillet 1799. 2641

Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }

B. Marcuse, Demandeur ;

vs.

Thomas Brethour, des cité et district de Montréal, entrepreneur, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire dans la cité de Montréal.

W. BARCLAY STEPHENS,

Député gardien provisoire.

Bureau de The Western  
Loan and Trust Co., Ltd.,  
9, rue Saint-Sacrement, Montréal. 2607  
Montréal, 30 juin 1899.

Canada, } Cour Supérieure.  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. }

No 309.  
James S. Mitchell, Demandeur ;

vs.

Frank W. J. Glasscock, Défendeur et failli.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au septième jour de d'août 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Curateurs conjoints. 2637

Sherbrooke, 20 juillet 1899.

debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Hyacinth.

AUGUSTE LARIVIERE,

Provisional guardian.

Saint Hyacinth, 13th July, 1899. 2606

In the matter of J. E. Trépanier, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter and that said dividend will be payable at my office on or after the 7th of August next.

D. ARCAND,

Curator. 2640

Quebec, July 22nd, 1899.

In re Louis J. Nadeau.

Notice is hereby given that on the seventeenth day of July, 1899, the undersigned was, by order of the court, appointed curator to the property of the said L. J. Nadeau, merchant, of Montreal, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Claims attested under oath must be filed in my hands within thirty days from this notice.

CHARLES A. SYLVESTRE,

Curator.

107, Saint-James street, Montreal. 2614  
Montreal, 18th July, 1899.

Province of Quebec, } Superior Court  
District of Montreal. }

In the matter of François Régis Presseau, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 14th day of July, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

C. A. McDONNELL,

Curator.

Office of C. A. McDonnell,  
180, Saint James street,  
Montreal, 19th July, 1899. 2642

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Montreal. }

B. Marcuse, Plaintiff ;

vs.

Thomas Brethour, of the city and district of Montreal, contractor, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors in the office of the prothonotary in the city of Montreal.

W. BARCLAY STEPHENS,

Deputy provisional guardian.

Office of The Western  
Loan and Trust Co., Ltd.,  
9, Saint Sacrament street, Montreal. 2608  
Montreal, 30th June, 1899.

Canada, } Superior Court.  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. }

No. 309.  
James S. Mitchell, Plaintiff ;

vs.

Frank W. J. Glasscock, Defendant and Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the seventh day of August, 1899, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Joint curators. 2638

Sherbrooke, 20th July, 1899.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
 B. Marcuse, Demandeur ;

Cour Supérieure.

vs

Thomas Brethour, des cité et district de Montréal,  
 entrepreneur, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, le 11ième jour  
 de juillet 1899, par ordre de la cour, j'ai été nommé  
 curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un  
 abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses  
 créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dépo-  
 sées devant moi sous trente jours de la date de cet  
 avis.

W. BARCLAY STEPHENS,

Curateur.

Bureau de "The Western Loan and Trust Co. Ltd".  
 9, rue Saint-Sacrement, Montréal.  
 Montréal, 15 juillet 1899. 2609.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
 B. Marcuse, Plaintiff ;

Superior Court.

vs

Thomas Brethour, of the city and district of Mon-  
 treal, contractor, Defendant.  
 Notice is hereby given that, on the 11th day of  
 July, 1899, by order of this court, I was appointed  
 curator to the estate of the said defendant, who has  
 made a judicial abandonment of all his assets for the  
 benefit of his creditors.

Sworn claims to be filed with me within thirty  
 days from this notice.

W. BARCLAY STEPHENS,

Curator.

Office of the Western Loan & Trust Co. Ltd.,  
 9 St. Sacrament street, Montreal.  
 Montréal, 15th July, 1899. 2610

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. }  
 No 25.

Cour de Circuit.

Dame Eugénie Bourdon, des cité et district de  
 Saint-Hyacinthe, veuve de Noé Raymond,  
 Demanderesse ;

vs.

Hormisdas St-Germain, de Saint-Théodore d'Acton,  
 Défendeur ;

et

Divers opposants.

Sur requête de la demanderesse, attendu que  
 Charles Laliberté, un des huissiers de ce district, a  
 fait rapport devant le tribunal de la dite cour, du  
 bref d'exécution émané en cette cause, contre les  
 biens meubles et effets du défendeur, et des deniers  
 par lui prélevés en vertu du dit bref, avec aussi  
 opposition afin de conserver, alléguant l'insolvabi-  
 lité du défendeur, il est ordonné par l'honorable  
 Louis Tellier, l'un des juges de la cour supérieure,  
 aux créanciers du dit défendeur, de produire leurs  
 réclamations, sous quinze jours à compter de la date  
 de la première insertion des présentes, dans la  
*Gazette Officielle de Québec.*

(Certifié) ROY & BEAUREGARD,  
 2593-2 G. C. C.

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. }  
 No. 25

Circuit Court.

Dame Eugénie Bourdon, of the city and district of  
 Saint Hyacinth, widow of Noé Raymond,  
 Plaintiff ;

vs

Hormisdas St-Germain, of Saint Théodore d'Acton,  
 Defendant ;

and

Several opposants.

Upon the petition of the plaintiff, whereas Char-  
 les Laliberté, one of the bailliffs of this district, has  
 made a return before this court, of the writ of  
 execution issued against the moveables and effects  
 of defendant, and of the monies levied by him, in  
 virtue of said writ, together with an opposition *afin*  
*de conserver* alledging the insolvency of said defen-  
 dant, it is ordered by the Honorable Louis Tellier,  
 one of the judges of superior court, to the creditors  
 of said defendant, to file their claims within fifteen  
 days from the first insertion of this notice in the  
*Quebec Official Gazette.*

(Certified) ROY & BEAUREGARD,  
 2594 C. C. C.

### Ventes par le Sheriff—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH LAFERTE,  
 No 733. } Demandeur ; contre  
 JEAN-BAPTISTE LAFLEUR, Défendeur.

Le lot numéro neuf cent quatre-vingt seize (No  
 996) des plan et livre de renvoi officiels au canton  
 de Grantham—avec ensemble les bâtisses dessus  
 construites, étant dans le dixième rang du canton  
 de Grantham, dans les comté de Drummond et  
 district d'Arthabaska.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de Saint-Germain de Grantham, le VINGT-  
 SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures  
 de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Député Sheriff.

Bureau du Sheriff,  
 Arthabaskaville, 19 juillet 1899. 2625  
 [Première publication, 22 juillet 1899.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
 been seized, and will be sold at the respective time  
 and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH LAFERTE,  
 No. 733. } Plaintiff ; against  
 JEAN BAPTISTE LAFLEUR, Defendant.

Lot number nine hundred and ninety-six (No.  
 996), of the official plan and book of reference of  
 the township of Grantham—together with the  
 buildings thereon erected, being in the tenth range  
 of the township of Grantham, in the county of  
 Drummond and district of Arthabaska.

To be sold at the parochial church door of Saint  
 Germain of Grantham; on the TWENTY-SIXTH  
 day of AUGUST next, at TEN o'clock in the fore-  
 noon.

P. L. O. MILOT,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
 Arthabaskaville, 19th July, 1899. 2626  
 [First published, 22nd July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **J**OSEPH STANISLAS  
 No. 62. } **D**OUCKET, écuyer,  
 Demandeur ; contre Dame MARGARET CAMP-  
 BELL ET AL., Défendeurs ;

Comme appartenant à Dame Margaret Campbell :  
 Le lot numéro cent seize (No. 116), aux plan et  
 livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton  
 d'Irlande, lequel lot situé dans le second rang du  
 dit canton d'Irlande, contenant environ cent acres  
 de terre en superficie—avec les bâtisses dessus con-  
 struites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de Saint-Adrien-d'Irlande, le VINGT-TROI-  
 SIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de  
 l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
 Arthabaskaville, 19 juillet 1899. 2627  
 [Première publication, 22 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **A**RTHUR TURCOTTE,  
 Nos 36-43. } Demandeur ; contre  
**P**IERRE HERMENEGILDE PELLETIER, Dé-  
 fendeur ; et Pierre Herménégilde Pelletier, deman-  
 deur en garantie ; contre Evangeliste Girouard,  
 défendeur en garantie.

Comme appartenant au défendeur en garantie.

Une terre faisant partie du lot de terre numéro  
 dix-neuf, du huitième rang du canton de Warwick,  
 contenant trois arpents de front sur la profondeur  
 du lot ; bornée en front au septième rang, en pro-  
 fondeur au neuvième rang, d'un côté au nord-est à  
 Joseph Gauthier, et de l'autre côté au sud-ouest à  
 Onésime Tourigny—avec bâtisses dessus construites,  
 maintenant connue au cadastre officiel du dit canton  
 de Warwick, comme étant partie du numéro neuf  
 cent sept (No. 907).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale  
 de Saint Albert de Warwick, le QUATRIEME  
 jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-  
 midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
 Arthabaskaville, 29 juin 1899. 2401-2  
 [Première publication, 30 juin 1899.]

**Ventes par le Shérif—Beauharnois**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que  
 les TERRES et HERITAGES sous-mention-  
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **E**RNEST WILLIAM  
 District de Montréal. } **M**OWAT. Deman-  
 No 1298. } deur ; vs JAMES AN-  
**D**ERSON, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le vil-  
 lage de Ormstown, dans la paroisse de Saint-Mala-  
 chie d'Ormstown, connu et désigné aux plan et livre  
 de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mala-  
 chie d'Ormstown, sous le numéro trois cent vingt  
 huit (328)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, LUN-  
 DI, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain,  
 à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Beauharnois, 18 juillet 1899. 2623  
 [Première publication, 22 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **J**OSEPH STANISLAS  
 No. 62. } **D**OUCKET, esquire, Plain-  
 tiff ; against DAME MARGARET CAMPBELL  
 ET AL., Defendants.

As belonging to Dame Margaret Campbell :  
 Lot number one hundred and sixteen (No. 116),  
 on the official plan and book of reference of the  
 cadastre for the township of Ireland, which lot si-  
 tuate in the second range of the said township of  
 Ireland, containing about one hundred acres of land  
 in superficies—with the buildings thereon erected,  
 circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint  
 Adrien of Ireland, on the TWENTY-THIRD day  
 of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff  
 Arthabaskaville, 19th July, 1899. 2628  
 [First published, 22nd July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***Superior Court—District of Arthabaska*

Arthabaska, to wit : } **A**RTHUR TURCOTTE,  
 Nos 36-43. } Plaintiff ; against  
**P**IERRE HERMENEGILDE PELLETIER, De-  
 fendant ; and Pierre Herménégilde Pelletier, plain-  
 tiff in warranty ; against Evangeliste Girouard,  
 defendant in warranty.

As belonging to the defendant in warranty :

A piece of land forming part of the lot of land  
 number nineteen, in the eighth range of the town-  
 ship of Warwick, containing three arpents in front  
 by the depth of the lot ; bounded in front to the  
 seventh range, in depth to the ninth range, on one  
 side north easterly to Joseph Gauthier, and on the  
 other side south westerly to Onésime Tourigny—  
 with the buildings thereon erected, now known on  
 the official cadastre for the said township of War-  
 wick, as being part of lot number nine hundred and  
 seven (No. 907).

To be sold at the parochial church door of Saint  
 Albert of Warwick, on the FOURTH day of  
 AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Arthabaskaville, 29th June, 1899. 2402  
 [First published, 30th June, 1899.]

**Sheriff's Sales—Beauharnois**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS  
 have been seized, and will be sold at the respective  
 times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Québec, } **E**RNEST WILLIAM  
 District of Montreal. } **M**OWAT, Plaintiff ;  
 No. 1298. } vs JAMES ANDERSON,  
 Defendant.

A lot or parcel of land situate in the village of  
 Ormstown, in the parish of Saint Malachie d'Orms-  
 town, known and designated on the official plan and  
 book of reference of the said parish of Saint Mala-  
 chie d'Ormstown, under the number three hundred  
 and twenty eight (328)—with the buildings thereon  
 erected.

To be sold at the parochial church door of the  
 parish of Saint Malachie d'Ormstown, on MONDAY,  
 the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at  
 ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Beauharnois, 18th July, 1899. 2624  
 [First published, 22nd July 1899.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS.***Cour de Circuit—Comté de Brome.*

Province de Québec, } **EDWARD C. PERKINS,**  
District de Bedford. } Demandeur ; contre les  
No 4032. } terres et tenements de M.  
**E. TOWNSEND, Défendeur.**

Ces morceaux de terre situés dans le canton de Bolton, comté de Brome et district de Bedford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant :

1° Le lot de terre numéro six cent soixante et dix-neuf (679), formant partie du lot vingt-sept (27), dans le sixième rang, subdivision primitive, du dit canton.

2° Partie du lot de terre numéro six cent soixante et dix-huit (pt. 678), décrite comme suit : commençant au coin nord-est du dit lot six cent soixante et dix-neuf (679), et suivant la ligne de division entre les lots vingt-six et vingt-sept, dans le sixième rang, arpentage primitif, vers l'est jusqu'à un poteau six verges et treize pieds du côté ouest de l'étang ; de là sud dix-huit verges jusqu'au centre du marais wash-out (ainsi appelé), à un point cinquante pieds du côté est de l'écluse qui traverse le dit marais wash-out ; de là sud-ouest suivant le dit marais wash-out, jusqu'à la rivière ; de là ouest jusqu'au vieux chemin ; de là nord suivant le dit vieux chemin jusqu'au coin sud-ouest du dit lot six cent soixante et dix-neuf ; de là est suivant la ligne sud du dit lot en dernier lieu mentionné jusqu'au coin sud-est du dit lot six cent soixante et dix-neuf (679) ; de là suivant la ligne est du dit lot en dernier lieu mentionné jusqu'au point de départ, tels que les dits morceaux de terre se poursuivent et comportent.

Les dits morceaux de terre pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond, ainsi appelé, dans le comté de Brome et district de Bedford, le CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Sweetsburg, 26 juin 1899. } 2391.2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

## Ventes par le Shérif—Gaspé

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Montréal.*

Percé, à savoir : } **WILLIAM COWAN ET AL.,**  
No 1215. } de Galt, province d'Ontario,  
Demandeurs ; contre **ESDRAS LEPAGE, Défendeur.**

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de deux arpents de front, plus ou moins, à partir du fleuve Saint-Laurent, courant vers le sud jusqu'au chemin de la Reine, et un arpent de front, en courant vers le sud en profondeur de vingt-quatre arpents, le tout plus ou moins ; bornée en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud aux terres du "Petit Cordon", tenant du côté est à Gustave Perrée, et du côté ouest à James Henley—avec

## Sheriff's Sales—Bedford

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS.***Circuit Court—County of Brome.*

Province of Quebec, } **EDWARD C. PERKINS,**  
District of Bedford. } Plaintiff ; against the  
No. 4032. } lands and tenements of M.  
**E. TOWNSEND, Defendant.**

Those certain parcels of land being in the township of Bolton, county of Brome and district of Bedford, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said township as being :

1° The lot of land number six hundred and seventy-nine (679), forming part of lot twenty-seven (27), in the sixth range, primitive subdivision of said township.

2° Part of the lot of land number six hundred and seventy-eight (pt. 678), described as follows : beginning at the north east corner of said lot six hundred and seventy-nine (679), and following the division line between the lots twenty-six and twenty-seven, in the sixth range of the primitive survey, easterly to a post six rods and thirteen feet from the west side of the pond ; thence southerly eighteen rods to the centre of the wash-out (so called) at a point fifty feet from the east side of the dam which crosses the said wash-out ; thence south westerly following said wash-out to the river ; thence westerly to the old highway ; thence northerly following said old highway to the south west corner of said lot six hundred and seventy-nine ; thence easterly following the south line of said last mentioned lot to the south east corner of said lot six hundred and seventy-nine (679) ; thence following the east line of said last mentioned lot to the place of beginning, be the contents of said pieces of land what it may.

The said pieces of land to be sold *en bloc*, at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond, so called, in the county of Brome and district of Bedford, on the **FIFTH** day of **AUGUST** next, at the hour of **NINE** o'clock in the forenoon.

**CHAS. S. COTTON,**

Sheriff's Office } Sheriff.  
Sweetsburg, 26th June, 1899. } 2392  
[First published, 30th June, 1899.]

## Sheriff's Sales—Gaspé

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Montréal.*

Percé, to wit : } **WILLIAM COWAN ET AL.,** of  
No. 1215. } Galt, province of Ontario,  
Plaintiffs ; against **ESDRAS LEPAGE, Defendant.**

1. A land being and lying in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing two arpents in front, more or less, starting from Saint Lawrence river, running towards the south to the Queen's road, and one arpent in front, running towards the south in depth, of twenty-four arpents, the whole more or less ; bounded in front to the north to the Saint Lawrence river, in rear to the south by the lands of "Petit Cordon", joining to the east side Gustave Perrée, and to the west side James Henley—to-

toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre sis et situé à l'endroit appelé "Anse au Goémon", au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de quatre arpents de front sur la profondeur d'un arpent; borné en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud au chemin de la Reine, à l'est à James Henley, et à l'ouest à Anctil Lepage—avec un moulin à scies à vapeur et les machines y contenues, telles que les scies, machines à moulures, planer, traineaux, concasseurs (*grinder*), machine à déliner (*ripper*), et autres, qui se trouvent dans le dit moulin à vapeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Percé, 18 juillet 1899.  
[Première publication, 22 juillet 1899].

Shérif.  
2649

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

Kamouraska, à savoir : } H. A. LOZIER et E. No 1000 C. C. } H. R. THOMAS, commerçants, faisant affaires sous les nom et raison de H. A. Lozier & Co., de l'endroit appelé Toronto Junction, dans la province d'Ontario, Demandeurs; contre MAZENOD PELLETIER, de la ville de Fraserville, et actuellement de la cité de Montréal, Défendeur, c'est à savoir :

Deux immeubles étant les lots numéros quarante-sept-dix-huit et quarante-sept-dix-neuf (Nos 47-18 et 47-19), des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Fraserville, situés du côté sud de la rue Saint-Georges—sans bâties.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la dite ville de Fraserville, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Fraserville, 19 juillet 1899.  
[Première publication, 22 juillet 1899.]

Shérif.  
2631

### Ventes par le Shérif—Montreal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } NARCISSE ALLARD, No 2149. } bourgeois, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de HENRI ROY, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Défendeur, conjointement et solidairement avec François alias Francis David, ci-devant cultivateur, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et maintenant de la dite cité et du district de Montréal, l'autre Défendeur.

gether with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate at the place called "Anse au Goémon" in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing four arpents in front by the depth of one arpent; bounded in front to the north by the Saint Lawrence river, in rear to the south by the Queen's highway, to the east by James Henley, and to the west by Anctil Lepage—with a steam saw mill and machinery belonging thereto, as saws, moulding machines, planer, carriage (*traineau*), grinder, ripper and others, which are in the said steam mill.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at THREE of the clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Percé, 18th July, 1899.  
[First published, 22nd July, 1899.]

Sheriff.  
2650.

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Kamouraska, to wit : } H. A. LOZIER and E. No. 1000 C. C. } H. R. THOMAS, traders, doing business under the name and style of H. A. Lozier & Co., of the place called Toronto Junction, in the province of Ontario, Plaintiffs; against MAZENOD PELLETIER, of the town of Fraserville, and now of the city of Montreal, Defendant, to wit :

Two immoveables being lots numbers forty-seven-eighteen and forty-seven-nineteen (Nos. 47-18 and 47-19), of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Fraserville, situate on the south side of Saint George street—without any buildings.

To be sold at the sheriff's office, in the said town of Fraserville, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Fraserville, 19th July, 1899.  
[First published, 22nd July, 1899.]

Sheriff.  
2632

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } NARCISSE ALLARD, bur- No. 2149. } gess, of the parish of la Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRI ROY, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Defendant, jointly and severally with François alias Francis David, heretofore farmer of the parish of la Pointe-aux-Trembles, and now of the said city and district of Montreal, the other Defendant.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Henri Roy, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre ais et situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dit district, connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt-neuf et deux cent quatre-vingt-dix (289 et 290), de la subdivision de lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (paroisse de Montréal), sous le numéro huit (No 8); borné en front par la rue "Voyer," ci-devant rue "Boyer"—avec les bâtisses construites et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Montréal, 18 juillet 1899. Député-shérif. 2611  
[Première publication, 22 juillet 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: JEAN CHRYSOSTOME No 1965. J. LANGELIER, avocat,

de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, de la cité et du district de Québec, et présentement des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant, situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Jacques, et d'un côté par la rue Saint-Alphonse, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent vingt-deux.

2° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent dix-sept; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mille six cent quinze des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le lot numéro mille six cent seize des susdits plan et livre de renvoi officiels.

3° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—sans bâtisses; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille sept cent cinquante-quatre, avec droit de passage à perpétuité en commun avec un nommé Louis Ducharme ou représentants dans un passage ou une ruelle qui se trouve entre la propriété du dit Louis Ducharme ou représentants et le dit lot en dernier lieu décrit pour communiquer avec le dit lot.

4° Un lot de terre situé dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelaga, formant partie du morceau de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro (1716), mille sept cent seize, contenant vingt-quatre pieds de front, quarante-deux pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise; borné en front par la rue Saint-Jacques, ci-devant appelée rue Saint-Joseph, en arrière, par le lot de terre ci-après décrit, d'un côté par une autre partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), la propriété de Joseph Charlebois ou représentants, et de l'autre côté par la rue Saint-Alphonse—avec une maison en briques et autres bâtisses sus-érigées.

The following immovables seized as belonging to the said defendant Henri Roy, to wit:

Two lots of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, in the said district, known and designated under the number two hundred and eighty-nine and two hundred and ninety (289 and 290), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste (parish of Montreal), under the number eight (No. 8); bounded in front by "Voyer" street, formerly "Boyer" street—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Sheriff's Office, Montreal, 18th July, 1899. Deputy Sheriff. 2612  
[First published, 22nd July, 1899.]

### EIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: JEAN CHRYSOSTOME No. 1965. J. LANGELIER, advocate,

of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, of the city and district of Quebec, presently of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A vacant lot of land situated in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by Saint James street, and on one side by Saint Alphonse street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-two.

2. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and seventeen; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen of the said official plan and book of reference, on one side by Saint Antoine street, and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen of the said official plan and book of reference.

3. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifty-four, with right of passage forever in common with one Louis Ducharme or representatives in a passage or lane which is between the property of the said Louis Ducharme or representatives and the lot lastly described to communicate with the said lot.

4. A lot of land situate in the city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelaga, forming a part of the piece of land known on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number (1716), one thousand seven hundred and sixteen, containing twenty-four feet in front, forty-two feet in breadth by a depth of eighty feet, english measure; bounded in front by Saint James street, heretofore called Saint Joseph street, in rear, by the lot of land hereinafter described, on one side by another part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), the property of Joseph Charlebois or representatives, and on the other side by Saint Alphonse street—with the brick dwelling house and outhouses thereon erected.

5° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hoche-laga, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), et au livre de renvoi officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front sur soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la dite rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants, d'un côté, au nord-est, partie par le lot de terre ci-dessus décrit et partie par la propriété du dit Joseph Charlebois ou représentants, et de l'autre côté, par la propriété du dit Charlebois—avec une maison en briques sus-érigée.

6° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hoche-laga, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716), et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente-six pieds de front sur soixante et dix de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants, d'un côté par une autre propriété du dit Alphonse Charlebois, et de l'autre côté par la propriété de la succession James Fitzgerald ou représentants—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2399-2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } THE LONDONDERRY  
No 1787. } IRON COMPANY,  
} LIMITED, corps politique

et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements d'ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, des cité et district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs conjointement et solidairement avec "The Three Rivers Iron Works Company", corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et usines dans les cité et district de Trois-Rivières, et ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, l'autre défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, Alphonse Charlebois, l'immeuble suivant, sa-

2o Un lot de terre vacant, situé en la cité voir :

de Saint-Henri, comté d'Hoche-laga, district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Jacques, et d'un côté par la rue Saint-Alphonse, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil six cent vingt-deux.

3o Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hoche-laga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil six cent dix-sept; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mil six cent quinze, des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le

5. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hoche-laga, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty feet in front by seventy feet in depth, more or less; and bounded in front by said Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives, on one side to the north-east, partly by the lot of land hereinbefore fully described and partly by the property of said Joseph Charlebois or representatives, and on the other side by the property of the said Charlebois—with the brick dwelling house thereon erected.

6. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hoche-laga, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and containing thirty-six feet in front by seventy feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives on one side by other property of the said Alphonse Charlebois, and on the other side by property belonging to the estate of James Fitzgerald or representatives—and without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of AUGUST next, at TWO o'clock of the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHAIRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th June, 1899. 2400  
[First published, 30th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE LONDONDERRY IRON  
No. 1787. } COMPANY, LIMITED, a  
} body politic and corporate duly

incorporated, having its head office and chief place of business in the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, presently in the city and district of Montreal, one of the defendants jointly and severally with The Three Rivers Iron Works Company, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and works at the city and district of Three Rivers, and having an office in the city and district of Montreal, the other defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois, the following immoveable, to wit:

2o. A vacant lot of land situated in the city of Saint Henri, county of Hoche-laga, district of Montreal; bounded in front by Saint James street, and on one side by Saint Alphonse street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-two.

3o. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hoche-laga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and seventeen; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen, of the said official plan and book of reference, on one

numéro mil six cent seize, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

40. Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—sans bâtisses; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil sept cent cinquante-quatre, avec droit de passage à perpétuité en commun avec un nommé Louis Ducharme ou représentants, dans un passage ou une ruelle qui se trouve entre la propriété du dit Louis Ducharme ou représentants et le lot en dernier lieu décrit, pour communiquer avec le dit lot.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-shérif.  
Montréal, 29 juin 1899. 2437  
[Première publication, 8 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE LONDONDERRY**  
No 1446. } **IRON COMPANY (EN**  
**COMMANDE)**, compagnie dûment constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, de la cité de Québec, dans le district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs, conjointement et solidairement avec **THE THREE RIVERS IRON WORKS COMPANY**, compagnie dûment constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et ses usines dans la cité et district des Trois-Rivières, et ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, l'autre défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Alphonse Charlebois.

3<sup>e</sup> Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Saint-Henri, district de Montréal, comté d'Hochelaga, formant partie du dit lot du cadastre officiel numéro mille sept cent seize (1716) et au livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds de front sur soixante et dix de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Alphonse, en arrière par la propriété de Charles Turcot ou représentants d'un côté par une autre propriété du dit Alphonse Charlebois, et de l'autre côté par la propriété de la succession James Fitzgerald ou représentants—sans bâtisses.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2397-2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAVID H. HALSTEAD,**  
No 335. } des cité et district de  
Montréal, tuteur, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Dlle Mary Lydia Mulligan, Demandeur; contre les terres et tenements de EDMOND GUERIN, avocat, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances; borné en front par la rue

side by Saint-Antoine street, and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen, of the said official plan and book of reference.

4. A lot of land situate in the city of Saint-Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifty-four, with right of passage forever in common with one Louis Ducharme or representatives, in a passage or lane which is between the property of the said Louis Ducharme or representatives and the lot lastly described, to communicate with the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 29th June, 1899. 2438  
[First published, 8th July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE LONDONDERRY**  
No. 1446. } **IRON COMPANY**  
(LIMITED), a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and chief place of business in the city of Montreal. Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city of Quebec, in the district of Quebec presently in the city and district of Montreal, one of the defendants, jointly and severally with **THE THREE RIVERS IRON WORKS COMPANY**, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and works at the city and district of Three Rivers, and having an office in the city and district of Montreal, the other defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois.

3. Another lot of land situate in the said city of Saint Henri, district of Montreal, county of Hochelaga, forming a part of said official cadastral lot number seventeen hundred and sixteen (1716), and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and containing thirty feet in front by seventy feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Alphonse street, in rear by the property of Charles Turcot or representatives, on one side by other property of the said Alphonse Charlebois, and on the other side by property belonging to the estate of James Fitzgerald or representatives—and with out buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal 28th June, 1899. 2398  
[First published, 30th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAVID H. HALSTEAD,** of  
No 335. } the city and district of  
Montreal, dyer, in his quality of tutor duly appointed to Miss Mary Lydia Mulligan, Plaintiff; against the lands and tenements of Edmond Guerin, a lawyer, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the Saint Ann's ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected and appurtenances thereunto belonging;

Saint-Maurice, d'un côté par la rue Dupré, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, comme lot numéro mille sept cent quatre-vingt-treize.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2393-2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME SEPTIMA ANDERSON, des cité et district de Montréal, fille majeure usant de ses droits, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, des cité et district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, Défendeur ; dans laquelle cause Arthur Taillefer, de la dite cité de Montréal, Napoléon Taillefer, de la ville de Saint-Henri, dans le dit district, étaient aussi défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Alphonse Charlebois, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Jacques,—avec une maison en bois, étables, remises sus-érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme lot de cadastre numéro mille sept cent quinze.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député Shérif.  
Montréal, 28 juin 1899. 2395-2  
[Pr mière publication, 30 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } CHARLES H. LETOURNEUX, de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de MAXIME ROY, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la municipalité de Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinquante-trois (53), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro 1703, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Saint-Henri, de la paroisse de Montréal, faisant front sur le chemin de la Côte Saint-Paul, étant le coin nord-est de la rue projetée sous le nom de la rue Dagenais, formant une superficie de deux mille vingt-quatre pieds (2024), mesure anglaise—avec une maison en bois à deux étages et autres dépendances dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé en la municipalité de Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-huit (88), de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept cent trois (1703), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Saint-Henri, de la paroisse de Montréal, faisant front sur le chemin de la Côte Saint-Paul, formant le coin sud-ouest de la rue projetée, sous le nom de la rue Dagenais, formant une superficie de dix-huit cent vingt-quatre pieds (1824), mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain,

bounded in front by Saint Maurice street, and on one side by Dupré street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said Saint Ann's ward, as lot number one thousand seven hundred and ninety-three.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th June, 1899. 2394  
[First published, 30th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME SEPTIMA ANDERSON, of the city and district of Montreal, *fille majeure et usant de ses droits*, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, of the city and district of Quebec, presently of the city and district of Montreal, Defendant, in which case Arthur Taillefer, of the said city of Montreal, Napoléon Taillefer, of the town of Saint Henry, in said district, were also defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the city of Saint Henry, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Saint James street, with a wooden dwelling house, stables and sheds thereon erected, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as cadastral lot number one thousand seven hundred and fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of AUGUST next, at TWO o'clock of the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th June, 1899. 2396  
[First published, 30th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } CHARLES H. LETOURNEUX, of the parish of Notre-Dame de Grâces, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of MAXIME ROY, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the municipality of Saint Henry, in the parish of Montreal, known and designated as number fifty-three (53), of the official subdivision of the lot of land known and designated as number seventeen hundred and three (1703), on the official plan and book of reference of the municipality of Saint Henry, of the parish of Montreal, fronting on the Côte Saint Paul road, being the north east corner of the projected street to be called Dagenais, forming an area of two thousand and twenty-four (2024) feet, english measure—with a two storey wooden house and other dependencies thereon erected.

2. Another lot of land situate and being in the municipality of Saint Henry, in the parish of Montreal, known and designated as number eighty-eight (88), of the official subdivision of the lot of land known and designated as number seventeen hundred and three (1703), on the official plan and book of reference of the municipality of Saint Henry, of the parish of Montreal, fronting on the Côte Saint Paul road, being the south west corner of the projected street to be called Dagenais, forming an area of eighteen hundred and twenty-four (1824) feet, english measure—without any buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN

à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 27 juin 1899. 2383-2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 27th June, 1899. 2384  
[First published, 30th June, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District d'Ottawa*

Ottawa, à savoir : } **THOMAS H. BIRKS**, de la  
No 77. } cité de Hull, en sa qualité  
de curateur, dûment autorisé sous l'article 879 du Code de procédure civile comme curateur à la propriété de **GEORGE W. SMITH** du village de la Pointe Gatineau. dans le district d'Ottawa, Failli.

1° Un lot de terre ou emplacement situé sur le grand chemin du village de la Pointe Gatineau, voisin de la Tank, sur le "Broken front" en le dit district d'Ottawa, étant la partie est du lot cadastral numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399), du dit village de la Pointe Gatineau, contenant environ soixante-dix pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur ; borné au nord par partie du même lot, au sud par le chemin, à l'est par Napoléon Charrette et au sud-ouest par une autre partie du dit lot No 399 —avec les bâtisses y érigées.

2° Le système d'éclairage à l'électricité, situé dans les limites du village de la Pointe Gatineau, comprenant les poteaux, les fils et le câble qui traversent la rivière Ottawa pour fournir le courant électrique ainsi que tous les accessoires formant partie des dits ouvrages et du dit système d'éclairage servant à le mettre en operation, aussi tous privilèges et franchise s'y rattachant.

Pour être vendus au bureau du régistrateur, en la cité de Hull, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures et **DEMIE** de l'avant-midi.

**COUTLEE & WRIGHT.**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 19 juillet 1899. 2619.  
[Première publication, 22 juillet 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME ELODIE LA-**  
No 270. } **FRANCE ET VIR.,**  
Demandeurs ; contre **GEDEON PRONOVOST,**  
Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang nord de la rivière des Envies, contenant trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné par le numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint Tite.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le second rang nord-est de la Rivière des Envies, connu et désigné par le numéro quatre-vingt

### Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THOMAS H. BIRKS**, of the  
No. 77. } city of Hull, in his quality  
of curator thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure as curator to the property of **GEORGE W. SMITH**, of the village of Gatineau Point, in the district of Ottawa, Insolvent.

1. A lot of land situate on the Main road, of the village of Gatineau Point, in the said district of Ottawa, adjoining the Water works Tank, on the broken front, being the east part of cadastral lot number three hundred and ninety-nine (399), of the said village of Gatineau Point, containing about seventy feet in width by one hundred and ten feet in depth ; bounded to the north by part of the same lot, to the south by the road, to the east by the property of Napoléon Charrette, and to the south west by another part of said lot No. 399—with the buildings thereon erected.

2. The electrical light system situate and erected in the said village of Gatineau Point, including the poles, wires, the cable which crosses the Ottawa River to supply the current to the said system, and all the members and appurtenances forming part of said works and serving to put the same in operation, also all privileges and franchise attached to said system.

To be sold at the registry'office, in the city of Hull, on the **TWENTY-SECOND** day of **AUGUST** next, at **HALF PAST TEN** o'clock in the forenoon.

**COUTLEE & WRIGHT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 19th July, 1899. 2620  
[First published, 22nd July, 1899.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **DAME ELODIE LA-**  
No 270 } **FRANCE ET VIR.,**  
Plaintiffs ; against **GEDEON PRONOVOST,** De-  
fendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint Tite, in the range north of the "Rivière des Envies", containing three arpents in front by twenty-six arpents in depth, more or less, known and designated under the number three hundred and eighty-five (385), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Tite.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Tite, in the second range north east of the "Rivière des Envies", known and designated under the

douze (92), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Tite, contenant trois arpents de front sur trente-deux arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 juillet 1899. 2621  
[Première publication, 22 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : CHARLES JOSEPH  
No. 367. } CHARLES JOSEPH  
Demandeur ; vs. JOSEPH TELLIER et OPHIR  
TELLIER, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs conjoints :

1° Une terre située sur le premier rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, par le numéro cent cinquante-neuf (159). A distraire de la dite terre les deux arpents latéraux et longitudinaux nord-est renfermés dans les bornes suivantes : tenant au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au cordon des terres du deuxième rang, au nord-est à un terrain appartenant à Charles St. Pierre ou ses représentants, et au sud-ouest au résidu du dit lot.

2° Une autre terre située au premier rang de la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, par le numéro cent soixante et un (161)—avec les bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre située au premier rang de la paroisse de Gentilly, connue et désignée par les numéros deux (2) et trois (3)—avec les bâtisses dessus érigées ; les deux derniers numéros à la charge par l'acquéreur de garder avec lui Pierre Tellier, de le nourrir à sa table, lui même, de le chauffer, vêtir, loger et entretenir convenablement, suivant le testament de Prisque Tellier, passé le 17 septembre 1877.

Pour être vendues les immeubles en premier et second lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 27 juin 1899. 2389-2  
[Première publication, 30 juin 1899.]

**Nominations**

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 juillet 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer conseils en loi de la Reine, par commission, sous le grand Sceau de la Province, les personnes dont les noms suivent :

SECTION DE MONTRÉAL.

MM. L. H. Archambault, Montréal, J. M. Tellier, Joliette, R. Préfontaine, Montréal.

2659

number ninety-two (92), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Tite, containing three arpents in front by thirty-two arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Tite, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th July, 1899. 2622  
[First published, 22nd July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } CHARLES JOSEPH  
No. 367. } CHARLES JOSEPH  
Plaintiff ; vs. JOSEPH TELLIER and OPHIR  
TELLIER, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the joint and several defendants :

1. A land situate in the first range of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, as number one hundred and fifty-nine (159). Reserving from the said land the lateral and longitudinal north east two arpents comprised within the following limits : bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the division line of the lands of the second range, on the north east by a land belonging to Charles St-Pierre or representatives, and on the south west by the residue of the said lot.

2. Another land situate in the first range of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, as number one hundred and sixty one (161)—with the buildings thereon erected.

3. Another land situate in the first range of the parish of Gentilly, known and designated as numbers two (2) and three (3)—with the buildings thereon erected ; the last two numbers being subject to the charge upon the purchaser of keeping with him Pierre Tellier, feeding him at his own table, furnishing him fuel, clothing and lodging, and to keep him in a suitable manner, according to the will and testament of Prisque Tellier, made on the 17th of September, 1877.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot thirdly described, at the church door of the parish of Gentilly, on the SAME DAY, at THREE of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers; 27th June, 1899. 2390  
[First published, 30th June, 1899.]

**Appointments**

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

21st July, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint the persons hereinafter named, to be Queen's Counsel, by commission under the great Seal of the Province.

MONTRÉAL SECTION.

Messrs. L. H. Archambault, Montréal, J. M. Tellier, Joliette, R. Préfontaine, Montréal.

2660

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 843.

Dame Rose Albina Berthelette, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Boudrias, boucher, du même lieu,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Thomas Boudrias, boucher, du même lieu,  
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

L. T. MARECHAL,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 20 juillet 1899. 2651

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. }

## AVIS PUBLIC

Qu'il soit, par les présentes, connu à tous ceux qu'il appartiendra.

Que les soussignés s'adresseront au lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte, par lettres patentes, émises sous le grand Sceau de la province de Québec, constituant en corporation, sous les dispositions de la loi : Statuts refondus de la province, article 4694 et suivants, tels qu'amendés, la compagnie projetée, par les soussignés requérants, savoir :

1° La dite compagnie aura le nom : " The Saint Eustache Canning Company."

2° Cette compagnie aura pour objet de mettre en conserves les produits susceptibles de l'être, soit par la vapeur et la cuisson, soit avec le sucre, le vinaigre et autres moyens de conservation, savoir : tomates, blé d'inde, concombres, pêches, pommes, et autres, viandes et autres.

3° Que le village de Saint-Eustache sera le siège principal des affaires de la compagnie.

4° Que le fonds social se composera de la somme de quinze mille piastres.

5° Cette somme sera partagée en actions de cent piastres chacune, portant le nombre d'actions à cent vingt.

6° Les requérants sont : Joseph Bruchesi, épicer, demeurant à Saint-Eustache, et faisant affaire à Montréal ; Georges N. Fauteux, notaire, à Saint-Eustache ; George Lauzon, entrepreneur, à Saint-Eustache ; Cyrille H. Champagne, notaire, à Saint-Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, médecin, à Saint-Eustache ; Alphonse B. Bélair, marchand, à Saint-Eustache ; Ernest Lahaie, marchand, à Saint-Eustache ; Charles Bruchesi, avocat, de la cité de Montréal.

7° Les directeurs sont : Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux, George Lauzon, Charles Bruchesi, Ernest Lahaie et Alphonse B. Bélair.

Saint-Eustache, 18 juillet 1899. 2653

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera " The Beaver Clothing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'habits.

3° La principale place d'affaires de la dite compa-

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 843.

Dame Rose Albina Berthelette, of the city of Saint-Henry, district of Montreal, wife common as to property of Thomas Boudrias, butcher, of the same place,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Thomas Boudrias, butcher of the same place,  
 Defendant.

An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

L. T. MARECHAL,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 20th July, 1899. 2652

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. }

## PUBLIC NOTICE

Be it known to all whom these may concern.

That the undersigned will apply to the Lieutenant-governor, to obtain a charter, by letters patent, issued under the great Seal of the province of Quebec, erecting into a corporation under the provisions of the law : Revised Statutes of the province, article 4694 and following, such as amended, the proposed company, by the undersigned petitioners, to wit :

1. The said company will be called : " The Saint Eustache Canning Company."

2. This company will have for its objects, to preserve in canisters the products susceptible of being so prepared, either by steam and cooking, or with sugar, vinegar and other means of preserving, namely : tomatoes, indian corn, cucumbers, peaches, apples and others, meats and others.

3. The village of Saint Eustache will be the principal place of business of the said company.

4. That the capital stock will be made up of the sum of fifteen thousand dollars.

5. This sum will be divided into shares of one hundred dollars each, making the number of shares one hundred and twenty.

6. The petitioners are : Joseph Bruchesi, grocer, residing at Saint Eustache, and doing business at Montreal ; Georges N. Fauteux, notary, at Saint Eustache ; George Lauzon, contractor, at Saint Eustache ; Cyrille H. Champagne, notary, at Saint Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, physician, at Saint Eustache ; Alphonse B. Bélair, merchant, at Saint Eustache ; Ernest Lahaie, merchant, at Saint Eustache, Charles Bruchesi, advocate, at the city of Montreal.

7. The directors are : Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux, George Lauzon, Charles Bruchesi, Ernest Lahaie and Alphonse B. Bélair.

Saint Eustache, 18th July, 1899. 2654

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the joint stock companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : " The Beaver Clothing Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, buy, sell and deal in all kinds of clothing.

3. The chief place of business of the said company

gnie sera dans la ville de Drummondville, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Le nom au long de chacun des requérants est comme suit : William Mitchell, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska ; hon. Alfred A. Thibaudeau, marchand, des cité et district de Montréal ; George H. Church, marchand de bois, de Mitchell Station, dans le district d'Arthabaska ; William Barclay Stephens, courtier, et James N. Greenshields, conseil de la Reine, des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solliciteurs des Requérants.

Montréal, 20 juillet 1899. 2663

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "Eureka Cigar Manufacturing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de cigares et de tabac et de ses produits.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Le nom au long de chacun des requérants est comme suit : Abraham J. Bloomfield, des cité et district de Montréal, marchand ; William Mitchell, de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, marchand ; William L. Hogg, courtier ; Joseph Patrick, marchand, et William Barclay Stephens, courtier, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1899. 2661

Avis de Faillites

Canada, Province de Québec, District de Bedford, } Cour Supérieure.  
In re Louis Gervais and Doris Gervais, de Laurenceville, canton de Stukely Nord, P. Q.,  
Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du Code de procédure civile, que le trente-unième jour de juin 1899, je, Joseph Misael Bourgeois, de Laurenceville, canton de Stukely Nord, notaire, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis dans cette affaire, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, à Laurenceville, canton de Stukely Nord, sous trente jours.

JOSEPH MISAEL BOURGEOIS, N. P.,  
Curateur.

Laurenceville, 20 juillet 1899. 2655

is to be in the town of Drummondville, in the province of Quebec.

4. That the proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000) divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The name in full of each of the applicants is as follows : William Mitchell, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska ; Hon. Alfred A. Thibaudeau, merchant, of the city and district of Montreal ; George H. Church, lumberman, of Mitchell Station, in the district of Arthabaska ; William Barclay Stephens, broker, and James N. Greenshields, Queen's Counsel, of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

GREENSHIELD, GREENSHIELD,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solicitors for applicants.

Montreal, July 20th, 1899, 2664

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such others persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be "Eureka Cigar Manufacturing Company."

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture, buy, sell and deal in cigars and tobacco and its products.

3. The chief place of business of the said company is to be in Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The name in full of each of the applicants is as follows : Abraham J. Bloomfield, of the city and district of Montreal, merchant ; William Mitchell, of Drummondville, in the district of Arthabaska, merchant ; William L. Hogg, broker ; Joseph Patrick, merchant, and William Barclay Stephens, broker, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada and subjects of Her Majesty.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 20th July, 1899. 2662

Bankrupt Notices

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, } Superior Court.  
In re Louis Gervais and Doris Gervais, of Lawrenceville, township of North Stukely, P. Q.,  
Insolvents.

Notice is hereby given under article 770 of the Code of civil procedure that, on the thirty-first day of June, 1899, I, Joseph Misael Bourgeois, of Lawrenceville, township of North Stukely, notary, was, by order on the said court, appointed curator to the property and effects, movables and immovables, of the said insolvents in this matter abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims before me, in my office, in Lawrenceville, township of North Stukely, within thirty days.

JOSEPH MISAEL BOURGEOIS, N. P.,  
Curator.

Lawrenceville, 20th July, 1899. 2656

Dans l'affaire de Maranda & Pagé, Québec,

Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 août 1899, après laquelle date ces collocations seront payables à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
Curateur.

Bureau de Geo. Darveau,  
244, rue Saint-Joseph, Saint-Roch.  
Québec, 22 juillet 1899.

2657

## Licitation

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

### AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-sixième jour de juin 1899, dans une cause dans laquelle Alexis Provencher, commis, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, est Demandeur, et Joseph Norbert Provencher, Georges Provencher, Jean Daniel Provencher, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur au dit Georges Provencher, interdit comme ivrogne d'habitude, Robert F. Robertson et Dame Délia Lemieux, son épouse, ces deux derniers, en leur qualité de tuteurs-conjoints à Marie Elmina Blanche Provencher, fille mineure issue du mariage de la dite Dame Délia Lemieux avec feu Alexis Provencher, et Albert P. Bélaïr, en sa qualité de curateur à la substitution créée par les testaments de feu Norbert Provencher et de feu Dame Sophie Imbault dit Matha, son épouse, tous de la dite cité de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, contenant sept perches et neuf pieds en largeur par deux arpents sept perches et neuf pieds en profondeur, portant le numéro quarante-deux (No. 42), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, Côte Sainte-Catherine ; borné en avant par le chemin de la Côte Sainte-Catherine, moins cette lisière de terre affectée à l'agrandissement du chemin de la Côte Sainte-Catherine,—avec une maison en pierre à un étage, une écurie en pierre, une allonge en pierre, et un hangar et les dépendances en bois.

2° Un autre lot de terre situé dans le même lieu et contigu ; borné en avant par le dit chemin de la Côte Sainte-Catherine, contenant sept perches et neuf pieds en largeur par deux arpents, sept perches et neuf pieds en profondeur, connu et désigné sous le numéro quarante-trois (43), sur le plan et au livre de renvoi officiels, de la paroisse de Montréal, Côte Sainte-Catherine, moins une petite lisière de terre prise pour l'agrandissement du dit chemin de la Côte Sainte-Catherine,—avec une maison en pierre à un étage, une écurie aussi en pierre et un hangar en bois.

3° Un autre lot de terre situé dans le même lieu ; borné en avant par le chemin de la Côte Sainte-Catherine, contenant six perches et neuf pieds en largeur par cinq arpents en profondeur, plus ou moins, connu sous le numéro quatorze (14), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, Côte Sainte-Catherine.

4° Un lot vacant de terre situé à Outremont, borné en avant par le dit chemin de la Côte Sainte-Catherine, et contenant quarante pieds en largeur par une profondeur de quatre vingt pieds, mesure anglaise, connu et désigné comme lot numéro vingt-neuf (29) de la subdivision du lot numéro cinquante

In the matter of Maranda & Pagé, of Québec,

Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th of August, 1899, after which date the dividends will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office of Geo. Darveau,  
244, Saint Joseph street, Saint-Roch.  
Québec, 22nd July, 1899.

2658

## Licitation

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

### NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-sixth day of June one thousand eight hundred and ninety-nine, in a cause in which Alexis Provencher, clerk, of the city of Montreal, in the district of Montreal, is Plaintiff, and Joseph Norbert Provencher, Georges Provencher, Jean Daniel Provencher, personally as well as in his capacity of curator to the said Georges Provencher, interdict as habitual drunkard ; Robert F. Robertson and Dame Délia Lemieux, his wife, the two latter in their capacity of joint tutors to Marie Elmina Blanche Provencher, minor child issued from the marriage of the said Dame Délia Lemieux with the late Alexis Provencher ; and Albert P. Bélaïr, in his capacity of curator to the substitution created by the wills of the late Norbert Provencher and of the late Dame Sophie Imbault *alias* Matha, his wife, all of the said city of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. A lot of land situate in the town of Outremont, in the district of Montreal, containing seven rods and nine feet in width by two acres seven rods and nine feet in depth, bearing number forty-two (No. 42), upon the official plan and the book of reference for the parish of Montreal, Côte Sainte Catherine ; bounded in front by the Côte Sainte Catherine road, less that strip of land taken for the widening of Côte Sainte Catherine road—with a stone house, a single story, an extension in stone, a stable in stone and a shed and outbuildings in wood.

2. Another lot of land situate at the same place and contiguous ; bounded in front by said Côte Sainte Catherine road, containing seven rods and nine feet in width, by two acres, seven rods and nine feet in depth, known as number forty-three (43), upon the official plan and the book of reference for the parish of Montreal, Côte Sainte Catherine, less a small strip of land taken for the widening of said Sainte Catherine road—with a stone house, one story high, a stone stable and a wooden shed.

3° Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by the Côte Sainte Catherine road, containing six rods and nine feet in width by five acres in depth, more or less, known as number fourteen (14), upon the official plan and book of reference of said parish of Montreal, Côte Sainte Catherine.

4° A vacant lot of ground situate at Outremont ; bounded in front by the said Côte Sainte Catherine road and containing forty feet in width by a depth of eighty feet, English measure, and known and designated as lot number twenty-nine, of the subdivision of lot number fifty-six (56-29), upon the offi-

te-six (56) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

5° Un autre lot vacant de terre, situé dans le même lieu ; borné en avant par le chemin de la Côte Sainte-Catherine, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, mesure anglaise, connu et désigné comme lot numéro 28, de la subdivision du lot numéro 56, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

6° Un lot de terre vacant, situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue Robert et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, connu comme lot numéro six, de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq (55-6), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

7° Un lot de terre vacant, situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue Robert, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, connu et désigné comme lot numéro onze (11), de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq (55-11), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

8° Un lot de terre vacant, situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue Robert, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, connu et désigné comme lot numéro douze (12), de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq (55-12), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

9° Un lot de terre vacant, situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue Robert, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, connu et désigné comme lot numéro vingt-trois, de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq (55-23), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

10° Un lot vacant de terre, situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue West End, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, connu et désigné comme lot numéro sept, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56-7), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

11° Un lot vacant de terre, situé à Outremont, borné en avant par l'avenue West End, et contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, et connu et désigné comme lot numéro treize, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56-13), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

12° Un lot vacant de terre situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue West End, contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds en profondeur, mesure anglaise, connu et désigné comme lot numéro quatorze, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56-14), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

13° Un lot de terre situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue West End, contenant en front trente-huit pieds de largeur et trente-sept pieds à l'arrière par une profondeur de quatre-vingt pieds, connu et désigné comme lot numéro seize, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

14° Un lot vacant de terre situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue West End, contenant quarante pieds en largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, connu et désigné comme lot numéro vingt-un, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56-21), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

15° Un lot vacant de terre situé à Outremont ; borné en avant par l'avenue West End, contenant quarante pieds en largeur par une profondeur de quatre-vingt pieds, connu et désigné comme lot numéro vingt-deux, de la subdivision du lot numéro cinquante-six (56-22), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

16° Un lot de terre situé dans la ville de Montréal ; borné en avant par la rue Saint-Laurent,

cial plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

5. Another vacant lot of ground situate at the same place ; bounded in front by the Côte Sainte Catherine road, containing forty feet wide by eighty feet in depth, english measure, and known and designated as lot number twenty-eight of the subdivision of lot number fifty-six (56-28), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

6. A vacant lot of ground situate at Outremont ; bounded in front by Robert avenue, and containing forty feet wide by eighty feet in depth, and known as lot number six, of the subdivision of lot number fifty-five (55-6), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

7. A vacant lot of ground situate at Outremont ; bounded in front by Robert avenue, and containing forty feet wide by eighty feet in depth, and known as lot number eleven, of the subdivision of lot number fifty-five (55-11), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

8. A vacant lot of ground, situate at Outremont ; bounded in front by Robert avenue, and containing forty feet wide by eighty feet in depth and known as lot number twelve, of the subdivision of lot number fifty-five (55-12), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

9. A vacant lot of land situate at Outremont ; bounded in front by Robert avenue, containing forty feet wide by eighty feet in depth and known as lot number twenty-three, of the subdivision of lot number fifty-five (55-23), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

10. A vacant lot of land situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing forty feet wide by eighty feet in depth and known as lot number seven, of the subdivision of lot number fifty-six (Nos. 56-7), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

11. A vacant lot of land situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing forty feet wide by eighty feet in depth, and known as lot number thirteen of the subdivision of lot number fifty-six (Nos. 56-13), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

12. A vacant lot of land situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing forty feet wide by eighty feet in depth, english measure, and known as lot number fourteen, of the subdivision of lot number fifty-six (56-14), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

13. A lot of land situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing at its frontage thirty-eight feet wide and thirty-seven feet at the rear by a depth of eighty feet, and known as lot number sixteen (16), of the subdivision of lot number fifty-six (56), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

14. A vacant lot of ground situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing forty feet wide by a depth of eighty feet, and known as lot number twenty-one of the subdivision of lot number fifty-six (56-21), upon the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges.

15. A vacant lot of ground situate at Outremont ; bounded in front by West End avenue, containing forty feet wide by a depth of eighty feet, and known as lot number twenty-two, of the subdivision of lot number fifty-six (56-22), upon the official plan and the book of reference of the village of Côte des Neiges.

16° A lot of land situate in the city of Montréal ; bounded in front by Saint Lawrence Main street,

connu et désigné comme le lot No. trois cent quarante-sept (No. 347), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses y érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1899, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TAILLON, BONIN & MORIN,  
Avocats pour le demandeur.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2603

and known and designated as lot number three hundred and forty-seven (No 347), upon the official plan and book of reference of Saint John Baptist village—with the buildings thereon erected.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIFTH day of SEPTEMBER next, 1899, sitting the court, in the court room of the court house in the said city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said court, fifteen days at least, before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TAILLON, BONIN & MORIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2604

### *Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 29*

ANNEXION DE CANTONS :—Municipalité Co. L'Islet, 1409.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1401.

ASSEMBLÉE DES EXAMINATEURS DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1404.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1406; Conseil législatif, 1404.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1403.

EXAMENS :—Candidats pour licence de mesureur de bois, 1404.

FAILLIS :—Bernard, 1415; Brethour, 1416; Brethour, 1417; Gervais & Gervais, 1428; Glasscock, 1416; Maranda & Pagé, 1429; Marin, 1415; Nadeau, 1416; Polley & Co, 1415; Polley & Scott, 1415; Presseau, 1416; Trépanier, 1416.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1428; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1411; La Cie de Pulpe de Jonquières, 1412; La Société Anonyme de Honfleur, 1410; Montreal Dry Plate Coy, 1410; The Beaver Clothing Coy, 1427; The Dr Kohr Medecine Coy, 1415; The Eustache Canning Coy, 1427; The French Medical Coy, 1411; The Grand'Mère Land Coy, 1413; The Oxol Fluid Beef Coy, 1414.

LICITATION :—Provencher vs Provencher *et al*, 1429.

MUNICIPALITÉS :—Publication dans une seule langue :—demande de :—Roxton Falls, 1404; Canton Loranger, 1402.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—Sainte-Sophie, 1403.

NOMINATIONS :—Conseils en loi de la Reine :—Section de Montréal, 1426.

Juges de Paix :—District de Québec, 1401.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres *pro forma*, 1401.

### *Index of the Quebec Official Gazette, No. 29*

TOWNSHIPS ANNEXED :—Municipality Co. L'Islet, 1409.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 1401.

MEETING OF EXAMINATORS OF PUBLIC INSTRUCTION COUNCIL, 1404.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1406; Legislative Council, 1404.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1403.

EXAMINATIONS :—Candidates for licenses as lumber culler, 1404

INSOLVENTS :—Bernard, 1415; Brethour, 1416; Brethour, 1417; Gervais & Gervais, 1428; Glasscock, 1416; Maranda & Pagé, 1429; Marin, 1415; Nadeau, 1416; Polley & Co, 1415; Polley & Scott, 1415; Presseau, 1416; Trépanier, 1416.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1428; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1411; La Cie de Pulpe de Jonquières, 1412; La Société Anonyme de Honfleur, 1410; Montreal Dry Plate Coy, 1410; The Beaver Clothing Coy, 1427; The Eustache Canning Coy, 1427; The Dr Kohr Medecine Coy, 1415; The French Medical Coy, 1411; The Grand'Mère Land Coy, 1413; The Oxol Fluid Beef Coy, 1414.

LICITATION :—Provencher vs Provencher *et al*, 1429.

MUNICIPALITIES :—Publication in one language only :—application for :—Roxton Falls, 1404; Canton Loranger, 1402.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect in :—Sainte Sophie, 1403.

APPOINTMENTS :—Queen's council :—Section of Montreal, 1426.

Justices of the peace :—District of Quebec, 1401.

PROCLAMATION :—Parliament convoked *pro forma*, 1401.

**RÈGLE DE COUR** :—Dme Bourdon vs St-Germain, 1417.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Berthelette vs Boudrias, 1427 ; Desrochers vs Crevier, 1408 ; Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1409 ; Groulx vs Joron, 1408 ; Scott vs Brooks, 1408 ; Winter vs Beaulieu, 1408.

**SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** :—Crevier vs Dme St-Denis, 1408.

**TERRES DE LA COURONNE** :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantens Begon, 1403 ; Hamilton, 1403 ; New Richmond, 1403 ; Ristigouche, 1403 ; Viger, 1403.

**VENTES PAR LES SHERIFS :**

**ARTHABASKA** :—Doucet vs Dme Campbell *et al*, 1418 ; Laferté vs Lafleur, 1417 ; Turcotte vs Pelletier, 1418.

**BEAUHARNOIS** :—Mowat vs Anderson, 1418.

**BEDFORD** :—Perkins vs Townsend, 1419.

**GASPÉ** :—Cowan *et al* vs Lepage, 1419.

**KAMOURASKA** :—Lozier & Co. vs Pelletier, 1420.

**MONTREAL** :—Allard vs Roy, 1420 ; Dme Anderson vs Charlebois, 1424 ; Halstead vs Guerin, 1423 ; Langelier vs Charlebois, 1421 ; Letourneux vs Roy, 1424 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1422 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1423.

**OTTAWA** :—Smith, failli, 1425.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Dme Lafrance *et vir* vs Pronovost, 1425 ; Marchildon vs Tellier *et al*, 1426.

**RULE OF COURT** :—Dme Bourdon vs St. Germain, 1417.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Berthelette vs Boudrias, 1427 ; Desrochers vs Crevier, 1408 ; Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1409 ; Groulx vs Joron, 1408 ; Scott vs Brooks, 1408 ; Winter vs Beaulieu, 1408.

**SEPARATIONS FROM BED AND BOARD** :—Crevier vs Dme St-Denis, 1408.

**CROWN LANDS** :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Begon, 1403 ; Hamilton, 1403 ; New Richmond, 1403 ; Ristigouche, 1403 ; Viger, 1403.

**SHERIFF'S SALES :**

**ARTHABASKA** :—Doucet vs Dme Campbell *et al*, 1418 ; Laferté vs Lafleur, 1417 ; Turcotte vs Pelletier, 1418.

**BEAUHARNOIS** :—Mowat vs Anderson, 1418.

**BEDFORD** :—Perkins vs Townsend, 1419.

**GASPÉ** :—Cowan *et al* vs Lepage, 1419.

**KAMOURASKA** :—Lozier & Co vs Pelletier, 1420.

**MONTREAL** :—Allard vs Roy, 1420 ; Dme Anderson vs Charlebois, 1424 ; Halstead vs Guerin, 1423 ; Langelier vs Charlebois, 1421 ; Letourneux vs Roy, 1424 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1422 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1423.

**OTTAWA** :—Smith, Insolvent, 1425.

**THREE RIVERS** :—Dme Lafrance *et vir* vs Pronovost, 1425 ; Marchildon vs Tellier *et al*, 1426.